

La Flandre a trouvé 8 milliards

■ Moins d'argent pour la culture, les fonctionnaires ou encore les transports publics.

Même la Flandre, considérée comme la plus prospère des régions du pays, va avoir dans les cinq ans qui viennent du mal à boucler ses fins de mois. Le nouveau gouvernement flamand qui regroupe la N-VA, le CD&V et l'Open VLD va donc devoir se serrer la ceinture. Pour ce faire, un plan de réductions des dépenses et d'augmentation des recettes fiscales va donc être mis en place pour les cinq années qui viennent.

Le gouvernement flamand présidé par Geert Bourgeois (N-VA) accomplira une opération d'assainissement des finances publiques de 8 milliards d'euros en 5 ans, révélait samedi le quotidien "De Morgen" sur la base d'un tableau budgétaire qu'il a pu consulter.

Moins pour la culture

La Flandre fait reposer la majeure partie de l'effort sur les dépenses qui seront réduites de 5,2 milliards d'euros tandis que les recettes augmenteront de 2,8 milliards d'euros.

Les organisations sociales et institutions culturelles verront leur budget réduit de 200 millions d'euros. L'administration flamande devra continuer à travailler avec 1.950 fonctionnaires de moins, soit une économie de 321 millions. De Lijn, la société de transports en commun, recevra 30 millions d'euros de moins qu'avant. Quant à la prime de soins, qui donne droit à l'assurance-soins flamande, elle sera augmentée. Les provinces et les pouvoirs locaux seront également touchés, tout

comme le bien-être, l'éducation, les chèques-formation ou encore les politiques en matière de logement et d'énergie.

Réaction chez De Lijn

Du côté de De Lijn, on a déjà réagi par la voix de la secrétaire du syndicat socialiste ACOD (CGSP), Rita Coeck. "Les importantes restrictions de l'année dernière se font encore sentir et de nouvelles sont à nouveau entreprises", regrette M^{me} Coeck. Rita Coeck n'a pas encore rencontré le ministre flamand de la Mobilité, Ben Weyts (N-VA), mais estime néanmoins que les chiffres communiqués sont exacts. "Il y a déjà eu des coupes budgétaires drastiques il y a deux ans. Le nouveau gouvernement opte ainsi pour une réduction des transports publics", explique M^{me} Coeck. "Le monde entier reconnaît qu'il faut investir

dans les transports publics, mais apparemment pas chez nous. Sous les ministres socialistes, le secteur des transports en commun avait été considérablement renforcé. Maintenant, il est clair que le choix est de ne plus le

faire", poursuit la syndicaliste. "Je ne comprendrai jamais cette politique. De très mauvais choix ont été faits, qui entraîneront de lourdes conséquences dans le futur."

Le syndicat chrétien attend, quant à lui, les chiffres définitifs avant de se positionner, a fait savoir le secrétaire ACV (CSC), Jan Coolbrandt. Le syndicat socialiste demandera à la direction une communication officielle lundi.

Un gouvernement flamand plutôt logique finalement avec sa ligne droitiste. Il fallait sans doute s'attendre à voir les services publics trinquer. Rien d'étonnant donc dans les choix qui ont été faits.

S.Ta. (avec Belga)

2,8

MILLIARDS D'EUROS

Les recettes fiscales de la Flandre augmenteront de 2,8 milliards d'euros en cinq ans.

Epinglé

La “Suédoise” qui arrange sans doute le PS

Politique Si le gouvernement flamand met en place un plan d'assainissement de ses finances, ce sera le cas pour l'ensemble des gouvernements du pays. En Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles, l'heure est à l'austérité budgétaire et les moyens disponibles ne seront pas nombreux. Au Fédéral, nous l'évoquions la semaine dernière dans ces colonnes, les négociateurs d'une probable coalition “suédoise” (N-VA, Open VLD, CD&V et MR) devraient, dans leur accord de gouvernement, faire tomber un certain nombre de tabous. S'ils veulent trouver 17 milliards pour les cinq années à venir et avancer enfin sur le lourd dossier des pensions, les mesures à prendre seront lourdes. Il nous revient qu'au PS, l'opposition sera beaucoup plus confortable. Si les socialistes du Sud font mine de ne pas avoir digéré d'être mis sur la touche, ils savent très bien qu'en cas de participation au pouvoir, les mesures impopulaires qu'ils auraient dû inévitablement prendre ne leur auraient pas rendu service. **(S.Ta.)**